IdeAs

Idées d'Amérique

11 | 2018

Modernités dans les Amériques : des avant-gardes à aujourd'hui

Un 68 uruguayen

Un 68 uruguayo

1968 in Uruguay

Camille Gapenne

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ideas/2310>

DOI : 10.4000/ideas.2310

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Camille Gapenne, « Un 68 uruguayen », *IdeAs* [En ligne], 11 | 2018, mis en ligne le 19 juin 2018, consulté le 19 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/2310> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.2310>

Ce document a été généré automatiquement le 19 octobre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Un 68 uruguayen

Un 68 uruguayo

1968 in Uruguay

Camille Gapenne

- 1 Les mouvements étudiants qui éclatèrent en 1968 dans de nombreux pays d'Europe affectèrent également l'Amérique latine, où les jeunes Mexicains, Brésiliens et Uruguayens se soulevèrent presque simultanément. Si l'existence d'une culture juvénile commune et d'un contexte mondial marqué par la Révolution cubaine et la Guerre du Vietnam peuvent permettre d'expliquer l'internationalisme des mouvements étudiants, nous sommes en Amérique latine bien loin de la révolution des mœurs qui s'opère en Occident. Là, on s'oppose plutôt à l'autoritarisme des gouvernements en place et aux forces armées décidées à imposer un certain ordre social par tous les moyens. Afin de survoler brièvement ce 68 uruguayen, nous aborderons successivement le contexte local et international, le déroulement des événements, certains aspects culturels qui sont l'objet de recherches récentes, puis la place de cet événement dans la destruction progressive du jeu démocratique qui mena au coup d'État de 1973.

Un mouvement inscrit dans un vaste cycle de protestations

- 2 Comme d'autres pays d'Amérique latine, l'Uruguay se caractérise par une forte tradition de militantisme étudiant¹. Actif depuis la fin du XIX^e siècle, celui-ci présente plusieurs constantes : revendication de la participation étudiante à la gestion de l'Université et de l'autonomie universitaire, fort anti-impérialisme, réflexion sur le rôle de l'Université dans la société, et établissement de relations avec le monde ouvrier. La Réforme de Córdoba en 1918 eut un impact très fort de l'autre côté du Río de la Plata. Mais déjà en 1917, le réformisme impulsé par le Centro Ariel ainsi qu'une nouvelle Constitution intégrant les prémices de l'autonomie universitaire, jouèrent en Uruguay un rôle tout aussi important. Le syndicalisme étudiant gagna en influence à partir de la

fondation en 1929 de la *Federación de Estudiantes Universitarios del Uruguay* (FEUU), qui coordonne l'action des syndicats des différentes Facultés. Une nouvelle Constitution, en 1951, entérine le principe d'autonomie de l'Université, mais c'est en 1958 que, malgré la répression, le mouvement étudiant remporte sa grande victoire : la promulgation de la *Ley Orgánica*, qui instaure la représentation directe des étudiants dans tous les organismes collégiaux de l'Université. On constate donc que, si le mouvement étudiant de 1968 en Uruguay fut sans aucun doute un événement marquant, il coexiste avec d'autres moments essentiels de conquête de nouveaux droits par les étudiants.

- 3 Si cette tradition militante doublée d'une grande capacité d'action et de mobilisation peut en partie expliquer la naissance du mouvement de 1968, il convient également de prendre en compte le contexte de forte agitation sociale des années soixante, au niveau international comme local. Durant cette décennie des *Long Sixties*, plusieurs événements eurent une répercussion mondiale, à commencer par la Révolution cubaine, qui diffuse la théorie *foquista* et l'idée selon laquelle la guérilla et l'action directe peuvent permettre le rapide succès de la révolution. En Uruguay, la visite de Fidel Castro en 1959 et celle de Che Guevara en 1961 viennent accentuer le climat d'agitation sociale. La décennie est jalonnée d'événements qui ne firent que renforcer cette tendance : débarquement de la Baie des Cochons, crise des missiles, assassinats de Kennedy, de Che Guevara, puis de Martin Luther King, Guerre du Vietnam, intervention en République Dominicaine en 1965, mais aussi, à un niveau plus régional, les coups d'État au Brésil (1964) et en Argentine (1966). Ainsi se développe, en particulier chez les jeunes Uruguayens, un fort anti-impérialisme et l'idée selon laquelle la révolution est à portée de main, à condition d'être impulsée par l'action directe des groupes de guérilleros.
- 4 D'autre part, l'Uruguay connaît depuis la fin des années cinquante une crise profonde, qui s'accroît tout au long des années soixante. La prospérité économique, conséquence de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre de Corée, qui provoquèrent une hausse des prix des matières premières, se termine avec le rétablissement de la paix. Commence alors une période de forte instabilité économique, caractérisée notamment par une inflation galopante. Celle-ci atteint en moyenne 60 % sur la période 1962-1968, avec un maximum de 136 % en 1967². De plus, le parti conservateur *blanco*, qui arrive pour la première fois à la tête de l'État en 1958, amorce un changement radical de politique économique en s'alignant sur les consignes du FMI et en libéralisant les échanges, mesures préjudiciables pour l'industrie peu développée d'un petit pays comme l'Uruguay, appliquant jusque-là un fort protectionnisme.
- 5 D'un point de vue politique et social, cette crise s'est traduite par une déconnexion progressive entre la population et l'Exécutif, de plus en plus composé d'industriels et de techniciens peu préoccupés par les réalités du pays. Aux discussions et négociations qui prévalaient dans le règlement des conflits sociaux depuis l'époque du *batllismo*³, se substituent progressivement des pratiques de gouvernement autoritaires : répression policière, censure, recours aux *Medidas Prontas de Seguridad* (état d'urgence).
- 6 Ces différents éléments expliquent que la période fut marquée par de nombreuses grèves, plusieurs marches des *cañeros* venus de Bella Unión dans le nord du pays jusqu'à Montevideo (cinq entre 1964 et 1970), la fondation de la *Confederación Nacional de los Trabajadores* (CNT) en 1964, l'apparition de guérillas urbaines, incarnées par le MLN-Tupamaros, ainsi que d'organisations lycéennes et étudiantes d'extrême gauche, mais

aussi d'extrême droite, favorisant un climat de tensions qui déboucha sur les affrontements de 1968.

Le récit d'une escalade de la violence

- 7 Au regard du contexte présenté ci-dessus, l'émergence du mouvement étudiant et syndical en 1968 n'avait rien d'exceptionnel. L'escalade de la violence qui le caractérise en fera un moment important dans l'histoire des mouvements sociaux en Uruguay. Après la répression lors du rassemblement du 1^{er} mai, auquel s'étaient joints les *cañeros*, c'est au tour des lycéens d'exprimer leur mécontentement, provoqué par l'annonce d'une hausse du prix du ticket de bus. Animé par la *Coordinadora de Estudiantes de Secundaria del Uruguay* (CESU), liée à la *Unión de la Juventud Comunista* (UJC), le mouvement se développe dans un premier temps dans les quartiers populaires de Montevideo, à travers des pratiques à caractère pacifique comme les *sit-in*. Les syndicats d'enseignants se mobilisent également afin d'obtenir davantage de moyens pour l'éducation, anticipant l'annonce du budget annuel de l'État en septembre. Le Secondaire comme le Supérieur doivent en effet faire face à une explosion du nombre d'étudiants, que les infrastructures ne permettent pas d'accueillir dans de bonnes conditions.
- 8 Une première étape est franchie durant la première quinzaine de juin. La FEUU se joint officiellement au mouvement à partir du 6 juin, pour réclamer le remboursement d'une dette de l'État auprès de plusieurs institutions étudiantes. Après un meeting sur l'esplanade de l'Université, auquel se sont joints les lycéens, commence une marche sur l'avenue principale du centre-ville. Des tirs de calibres 38 par la police font plusieurs blessés. Du côté des lycées, le mouvement s'est politisé et radicalisé, et se poursuit malgré l'appel de la CESU à y mettre fin. Si la violence policière s'est accentuée, il en va de même de l'action des étudiants : occupation des établissements, manifestations « éclair » de plus en plus fréquentes, barricades, jets de pierre contre les bus et cocktails Molotov se généralisent, en même temps que le mouvement s'étend à différentes zones du centre-ville. La radicalisation est également visible dans l'Université, où on assiste à un recul des communistes dans la FEUU, au profit de groupes d'extrême gauche plus favorables à l'affrontement direct avec les forces de l'ordre. Le 12 juin, l'appel à la mobilisation générale lancé conjointement par la CNT, la FEUU et la CESU provoque, le lendemain, l'instauration des *Medidas Prontas de Seguridad*, qui permet la limitation des libertés individuelles (droit de grève, droit de réunion...), la censure et la militarisation des fonctionnaires (un travailleur en grève est considéré comme un déserteur, ce dont il devra rendre compte devant la justice militaire). Le gouvernement annonce également le gel des prix et des salaires, ce qui ne fait qu'accentuer le mécontentement des travailleurs qui voient leur niveau de vie se dégrader de jour en jour.
- 9 Le mouvement s'est politisé et radicalisé. Les revendications ponctuelles initiales ont laissé place à une dénonciation de la politique du gouvernement et de la répression policière, réclamant la libération des étudiants détenus. Les méthodes de lutte ont également évolué, et les étudiants de l'université prennent la tête du mouvement. Ainsi, vers la mi-août, un nouveau niveau de violence est atteint, arrivant à un point de non-retour. Le 9 août, sous prétexte d'une enquête liée à l'enlèvement d'Ulises Pereira Reverbel (le directeur de la UTE, l'entreprise publique d'électricité) par le MLN, une

intervention policière est organisée dans plusieurs centres de l'Université, sans aucun accord avec les autorités universitaires, ce qui constitue alors une violation de son autonomie. Le 12, un policier blesse mortellement par balle l'étudiant Líber Arce, qui meurt deux jours plus tard. C'est le premier martyr étudiant, dont la liste ne cessera de s'allonger les années suivantes. La marche organisée lors de ses funérailles est décrite comme l'un des plus grands rassemblements de l'époque dans la capitale. Ces deux événements - l'intervention de la police dans les locaux de l'Université et l'assassinat de Líber Arce - marquent la rupture définitive entre le gouvernement et les militants étudiants et confirment l'impossibilité du dialogue.

- 10 Le mouvement se poursuit. Le 20 septembre une intervention des forces de l'ordre, justifiée par l'existence supposée d'un plan subversif organisé par des étudiants et des ouvriers, fait deux autres victimes parmi les étudiants : Hugo de los Santos et Susana Pintos, qui tentait d'évacuer son camarade blessé, alors que la police bloque l'accès de l'Université aux ambulances. Tous deux étaient affiliés aux Jeunesses Communistes depuis peu. La police est désormais équipée de fusils à plomb provenant des États-Unis qui entraînaient les forces de l'ordre uruguayennes depuis quelques années et leur fournissaient des armes. De crainte d'une nouvelle explosion de violence de la part des étudiants, le gouvernement décrète la suspension des cours et la fermeture de tous les établissements scolaires et universitaires, jusqu'au 15 octobre. La répression, ainsi que cette décision, mettront progressivement fin à l'agitation étudiante, mais le règlement du conflit par la violence provoque une rupture profonde et durable entre le gouvernement et une partie de la population.

Le 68 uruguayen : nouvelles perspectives dans le champ de l'histoire culturelle

- 11 Le plus souvent, les analyses et témoignages sur le 68 uruguayen proposent un regard depuis les organisations politiques, et rejettent toute idée de conflit générationnel et de révolution culturelle, associée aux mouvements européen et nord-américain. Les étudiants ne se révoltent pas contre l'institution universitaire ou les professeurs, mais contre la politique du gouvernement, guidés par une « responsabilité universitaire » qui serait issue de l'expérience du co-gouvernement. On insiste également sur la solidarité entre étudiants et travailleurs, particulièrement visible dans les quartiers ouvriers. Il s'agirait donc d'un mouvement très politisé et associé à une conception plutôt austère et sérieuse de la pratique révolutionnaire, en accord avec la figure de *l'homme nuevo* de Che Guevara.
- 12 Des recherches récentes ont cependant ouvert de nouvelles réflexions dans le champ de l'histoire culturelle⁴. Elles ont permis la mise en avant de l'existence de cultures juvéniles, de groupes se définissant par leur appartenance à une même génération et qui construisent leur propre système de valeurs et de références culturelles. Pendant le 68 uruguayen, ceci se manifeste par exemple dans des conflits tendant à l'occupation d'espaces entre les étudiants et les autorités universitaires, ou dans des formes de luttes qui requièrent une force et une agilité propres à la jeunesse, telles les manifestations « éclair ». D'autre part, le militantisme s'associe souvent à des pratiques culturelles, comme les festivals de musique. L'UJC est ainsi connue pour l'organisation de concerts et de *bailés* pour ses membres. L'aspect ludique et contre-culturel n'est donc pas absent du mouvement étudiant de 1968, au cours duquel de nombreuses

affiches (créées pour la plupart par les étudiants des Beaux-Arts), graffitis et slogans humoristiques sont apparus aux côtés des barricades. Les lycéens organisent également des *contracursos*, généralement donnés en dehors de l'établissement par des enseignants volontaires qui traitaient de questions diverses n'appartenant pas aux programmes académiques.

- 13 Il convient également de signaler les limites du cadre national pour l'analyse des mouvements étudiants de 1968. L'intense circulation des idées, des informations et des produits culturels à échelle internationale a rendu possible un jeu complexe de transferts et d'influences mutuelles, que ce soit dans les formes de luttes (les barricades) ou dans les manifestations esthétiques (les affiches). Les étudiants uruguayens pouvaient par exemple suivre au jour le jour les événements qui se déroulaient simultanément en France, grâce à la presse et à la télévision notamment. Les traductions et éditions de documents vont également faire connaître très rapidement les idées et leaders du mouvement étudiant français. La compilation de documents *La insurgencia estudiantil*, publiée dès août 1968, propose ainsi des textes sur les mouvements italien, français et belge, sur Cohn-Bendit et Rudi Dutschke, ainsi qu'une sélection des - déjà célèbres - « slogans de mai »⁵.

1968 et le processus de rupture du jeu démocratique

- 14 Le 68 uruguayen, mouvement politique et culturel, ne fut donc ni une rupture, ni une révolution sociale, mais un moment clé dans un processus de radicalisation politique et de polarisation de la société. Beaucoup de jeunes déçus par le déclin du mouvement en octobre 1968, notamment les lycéens, intègrent des groupes armés clandestins, en particulier les Tupamaros, organisation qui connut alors son apogée. Le mouvement de 1968 renforça également l'idée d'une union nécessaire des forces de gauche, amorcée par la création de la CNT et confirmée par la constitution du Frente Amplio en 1971, en vue des élections présidentielles qui se déroulaient la même année, réunissant principalement communistes, socialistes et démocrates-chrétiens, ainsi que des dissidents des partis traditionnels.
- 15 De la même façon, du point de vue du gouvernement, la crise de 1968 ne constitua pas une rupture, mais la confirmation et le renforcement d'un processus déjà en cours, de cette dissolution progressive du jeu démocratique et des principes du libéralisme politique hérités du *batllismo*. Il s'agit donc d'un moment clé du « camino democrático hacia la dictadura » [du chemin menant de la démocratie à la dictature], selon l'expression d'Álvaro Rico⁶. Déjà en 1967, un an auparavant, Jorge Pacheco Areco — qui devint président de la République à la mort de son prédécesseur Oscar Gestido — décrétait la fermeture de plusieurs journaux de gauche et recourait aux Medidas Prontas de Seguridad. À partir de 1968, ces pratiques, ainsi que le recours à la violence, deviennent de plus en plus systématiques, jusqu'au coup d'État de 1973.

NOTES

1. Figueredo, Magdalena, Alonso, Jimena et Nóvoa, Alexandra, « Breve historia del movimiento estudiantil universitario del Uruguay », Montevideo, Universidad de la República, 2004. Travail réalisé à l'occasion du 75^e anniversaire de la FEUU.
 2. Alonso Eloy, Rosa et Demasi, Carlos, *Uruguay 1958-1968. Crisis y estancamiento*, Montevideo, Ediciones de la Banda Oriental, 1986, p. 93.
 3. José Batlle y Ordoñez fut Président de l'Uruguay de 1903 à 1907, puis de 1911 à 1915.
 4. Markarian, Vania, *El 68 uruguayo: entre molotovs y música beat*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 2012.
 5. *La insurgencia estudiantil en el mundo*, Montevideo, Acción Directa, 1968. La même maison d'édition publia en 1969 une compilation de documents exclusivement consacrée au mouvement français.
 6. Rico, Álvaro, *Cómo nos domina la clase gobernante: orden político y obediencia social en la democracia posdictadura Uruguay (1985-2005)*, Montevideo, Ediciones Trilce, 2005.
-

AUTEUR

CAMILLE GAPENNE

Doctorante, Universidad de la República, Montevideo / Université Lyon 2